

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 26/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KB NEGOCE (ex Dereco DIB)**

12 rue Charles Tellier  
78520 Limay

Références : -  
Code AIOT : 0006511600

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement KB NEGOCE (ex Dereco DIB) implanté 12 rue Charles Tellier 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KB NEGOCE (ex Dereco DIB)
- 12 rue Charles Tellier 78520 Limay
- Code AIOT : 0006511600
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KB NEGOCE exploite une installation de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux et dangereux.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Nature des déchets provenant de l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 3.III.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Gestion des déchets récupérés	Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 3.III.2.2 + AM du 31/05/2021	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Emplacements des déchets métalliques et électriques	Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 4.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 3.I.6.1., 3.I.6.2 et 3.I.6.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Stockage d'oxygène	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Trackdéchets - Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 12/02/2020, article L. 541-7 I., R. 541-43, R. 541-45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées a constaté des non-conformités notables en matière de traçabilité des déchets, de gestion des stocks de déchets et de suivi de la qualité des effluents aqueux du site.

Le présent rapport d'inspection propose les suites qu'il convient de donner à ces non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Nature des déchets provenant de l'extérieur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 3.III.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des déchets provenant de l'extérieur
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Article 3.III.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°07-099 du 30/07/2007:</u></b> L'établissement récupère annuellement au maximum 1500 tonnes de déchets de métaux ferreux et non ferreux, y compris les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E). La capacité maximale de stockage sur le site ne dépasse pas 150 tonnes.  Sont interdits sur le site les stockages suivants; <ul style="list-style-type: none"><li>- les explosifs, les munitions, les matériels de guerre,</li><li>- les matières radioactives,</li><li>- les bombes aérosols,</li><li>- les carcasses de véhicules hors d'usage,</li><li>- les pneumatiques,</li><li>- les liquides inflammables autres que les huiles,</li><li>- les produits toxiques, comburants, dangereux pour l'environnement.</li></ul> <b><u>Article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié:</u></b> En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que son activité consiste en l'achat de métaux ferreux et non ferreux.  En salle, l'exploitant indique ne réceptionner aucun des types de déchets suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- explosifs, munitions, matériels de guerre,</li><li>- matières radioactives,</li><li>- bombes aérosols,</li><li>- carcasses de véhicules hors d'usage,</li><li>- pneumatiques,</li><li>- liquides inflammables autres que les huiles,</li><li>- produits toxiques, comburants, dangereux pour l'environnement.</li></ul> Il indique par ailleurs ne pas accepter de carcasses de véhicules hors d'usage, même dépolluées. Concernant les pneumatiques, il précise que, parfois, certains clients en cachent dans des bennes et donc qu'il peut en trouver ponctuellement.

Lors de la visite de site, l'équipe d'inspection constate la présence :

- de déchets non dangereux divers (déchets du BTP, plastiques, quelques pneumatiques, tuyaux...);
- ;
- de terres et cailloux ;
- de déchets de bois ;
- de ferraille, métaux non ferreux (cuivre, laiton...), platine ;
- de déchets de batteries (environ 10 tonnes d'après l'exploitant) ;
- de déchets d'équipements électriques et électroniques (unités centrales informatiques, radiateurs électriques, circuits imprimés / cartes électroniques, câbles...) ;
- de cartons remplis de néons, dont l'exploitant indique que l'entreprise n'existe plus.

L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer à l'équipe d'inspection la quantité annuelle maximale de déchets de métaux ferreux et non ferreux et de déchets d'équipements électriques et électroniques réceptionnée, ni la quantité de déchets présente sur site. Il indique ne pas disposer de logiciel permettant de suivre les stocks et de les connaître à l'instant t.

**Non-conformité n°20250925-MED-01** : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'Inspection des installations classées un registre répondant à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, ni d'indiquer la quantité de déchets présente sur site et la quantité annuelle réceptionnée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet des Yvelines de mettre l'exploitant en demeure de respecter l'article 3.III.2.1. de l'arrêté préfectoral n°07-099/DDD du 30/07/2007 et l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en :

- mettant en place, sous un délai d'un mois, un registre de comptabilité des stocks de déchets répondant aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 susmentionné ;
- s'assurant, sous un délai d'un mois, de connaître la quantité de déchets présente sur site à tout instant, et ainsi de contrôler que celle-ci ne dépasse pas les 150 tonnes ;
- étant en mesure, sous un délai de douze mois, de démontrer que la quantité de déchets de métaux ferreux et non ferreux, y compris les déchets électriques et électroniques (D3E), réceptionnée sur site au cours de l'année 2026, n'a pas dépassé les 1500 tonnes.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 1 mois

**N° 2** : Gestion des déchets récupérés

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 3.III.2.2 + AM du 31/05/2021

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets récupérés

**Prescription contrôlée :**

**Article 3.III.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°07-099 du 30/07/2007:**

Préalablement à l'acceptation d'un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur. A la réception des déchets, l'exploitant:

- vise le document accompagnant le chargement prenant ainsi connaissance, notamment, de la destination finale prévue par le producteur pour le déchet;
- procède à des tests d'identification;
- prélève un échantillon représentatif.

Lors du départ du déchet vers l'unité d'élimination, l'exploitant:

- confirme au producteur la destination donnée au déchet;
- transmet à l'éliminateur les documents mentionnant l'origine du déchet et tous les renseignements fournis par le producteur.

L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.

L'exploitant tient un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets les informations suivantes:

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la date de réception,
- l'origine et la nature des déchets,
- le volume (ou la masse) des déchets reçus,
- le nom du transporteur et le numéro du véhicule utilisé,
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

**Article 1er de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement:**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a)

Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la

Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Article 4 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement:**

Les négociants et les entreprises de courtage tiennent à jour un registre chronologique des déchets gérés. Ce registre contient au moins les informations suivantes : a) Concernant les dates de gestion du déchet :

- la date d'acquisition du déchet par le négociant, ou la date de début de gestion du déchet par le courtier ;- la date de cession du déchet par le négociant, ou la date de fin de gestion du déchet par le courtier ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet géré au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition portée à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant estimée en tonne ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne auprès de laquelle le déchet a été acquis ou pris en charge ;- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de celle de la personne auprès de laquelle le déchet a été acquis ou pris en charge ;- le cas échéant, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse des établissements où les déchets ont été préalablement triés, entreposés, regroupés ou traités depuis leur production ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers laquelle le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation réceptrice selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

L'exploitant décrit à l'équipe d'inspection la procédure d'acceptation des déchets sur site :

- à l'arrivée du camion, il est procédé à un contrôle visuel pour faire recharger le lot le cas échéant si l'exploitant constate des éléments qu'il n'est pas autorisé à réceptionner sur site ;
- si le lot est accepté, l'exploitant peut passer à l'arrière du site pour benner son chargement et repasser sur le pont bascule pour faire la tare ;
- un bon de pesée est ensuite donné au client.

L'exploitant explique :

- ne pas forcément être informé à l'avance d'une livraison, en particulier pour les plus petits clients ;
- que les sociétés plus importantes préviennent en général, le planning étant défini la veille ;
- ne pas savoir si le producteur initial est l'entreprise de transport elle-même ou un client chez qui elle collecte ;
- ne pas disposer à l'avance d'un dossier d'identification du déchet ;
- ne pas réaliser de prélèvements représentatifs des déchets réceptionnés. Il précise que certains chantiers de BTP en font, mais pas la société KB NEGOCE elle-même ;
- que la ferraille lourde est généralement expédiée chez ALPA à Porcheville, le platin chez DERICHEBOURG à Limay, le bois chez DUPILLE à Flacourt, les batteries chez CAMPINE dans le département du Nord.

Lors de l'inspection, aucune livraison n'a eu lieu, ne permettant pas à l'équipe d'inspection d'y assister.

En termes de traçabilité, l'exploitant présente à l'équipe d'inspection les documents suivants :

- des bons de réception verts (destinés aux clients) mentionnant la date de réception, le type de déchet, le prix à la tonne, le numéro d'immatriculation du véhicule, le nom du chauffeur, le nom et la signature du client. Il présente par exemple le bon n°00947 du 02/09/2025 ;
- des bons de réception blancs (conservés par KB NEGOCE) mentionnant le nom de la société KB NEGOCE, l'adresse et le numéro de téléphone de l'établissement, la date de réception, l'heure d'arrivée et l'heure de départ, le numéro de pesée, le numéro d'immatriculation du véhicule, le nom du client, le type de déchet, la masse brute, la tare et la masse nette en kg, le prix à la tonne, et la signature du client. Il présente par exemple le bon blanc associé au bon vert n°00947 du 02/09/2025 ;
- la facture adressée par le client à la société KB NEGOCE. L'exploitant présente la facture n°07/10/1900 du 02/09/2025 émise pour la livraison correspondant aux bons de réception



susmentionnés ;

- pour les clients professionnels uniquement : les bons de réception édités informatiquement précisant la société d'origine et son adresse, la société de destination (KB NEGOCE) et son adresse, la date et l'heure de réception, le type de déchet, la quantité nette réceptionnée et le numéro de pesée. L'équipe d'inspection note que de nombreux champs présents sur le modèle ne sont pas remplis sur le document fourni à titre d'exemple par l'exploitant : nom du chauffeur, du transporteur, référence de la commande, numéro d'immatriculation, numéro de mission, libellé, signature du réceptionniste et signature du transporteur.

Dans le local bascule, l'équipe d'inspection constate que l'exploitant tient un registre écrit à la main. Il y mentionne la date de réception, sans précision de l'heure, la masse brute, la tare et la masse nette en kg, le numéro d'immatriculation du véhicule et le nom du client.

Ce registre ne précise cependant pas les codes déchets associés aux déchets réceptionnés, les informations concernant l'origine, la gestion, le transport, la cession (si négoce) et la destination du déchet. Enfin, les refus n'y sont pas consignés.

**Non-conformité n°20250925-MED-02** : L'exploitant ne respecte pas la procédure d'acceptation des déchets édictée par son arrêté préfectoral d'autorisation et ne tient pas de registre d'admission conforme aux exigences de son arrêté préfectoral d'autorisation et de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai d'un mois, de respecter :

- la procédure d'acceptation des déchets édictée à l'article 3.III.2.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 ;
- les dispositions de l'article 3.III.2.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation n°07-099/DDD du 30 juillet 2007 et des articles 1 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, en tenant un registre d'admission et de refus des déchets conforme à ces dispositions.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 1 mois

**N° 3 : Trackdéchets - Traçabilité des déchets dangereux**

**Référence réglementaire** : Code de l'environnement du 12/02/2020, article L. 541-7 I., R. 541-43, R. 541-45

**Thème(s)** : Risques chroniques, Trackdéchets - Traçabilité des déchets dangereux

**Prescription contrôlée** :

**Article L. 541-7 I.:**

Les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des déchets tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :

1° La quantité, la nature et l'origine des déchets qu'elles produisent, remettent à un tiers ou prennent en charge ;

2° La quantité de produits et de matières issus de la préparation en vue de la réutilisation, du recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets ;

3° Et, s'il y a lieu, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé pour ces déchets.

Ces informations sont déclarées à l'autorité administrative pour :

1. Les déchets dangereux ;
2. Les déchets contenant des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou contaminés par certaines d'entre elles ;
3. Les installations d'incinération et de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
4. Les installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet.

**Article R. 541-43:**

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

[...]

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

Acompter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

[...]

**Article R. 541-45:**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

[...]

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

[...]

**Arrêté ministériel du 21/12/2021 - Article 2:**

I. Les données enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1er sont celles prévues par les arrêtés du 29 juillet 2005 et du 21 décembre 2021 susvisés. Les données à caractère personnel enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1er mentionnées sur les bordereaux de suivi de déchets électroniques sont les suivantes :

1° Nom et prénom, téléphone et adresse de messagerie électronique de la personne physique émettant du bordereau ;

2° Nom et prénom, téléphone et adresse de la personne à contacter auprès de l'installation de destination prévue ou d'entreposage ou de reconditionnement ;

3° Nom et prénom, téléphone et adresse de messagerie électronique de la personne à contacter auprès de l'entreprise de négoce ou de courtage en déchets, du collecteur, du transporteur ou des différents transporteurs en cas d'un transport multimodal ;

4° Nom et prénom du signataire représentant l'émetteur du bordereau, l'opérateur de traitement des déchets ou l'exploitant du site d'entreposage ou de reconditionnement ;

5° Nom et prénom, le téléphone et l'adresse courriel de la personne à contacter en cas d'expédition du déchet au sein de l'installation de destination en France ou à l'étranger ;  
 6° Nom et prénom, le téléphone et l'adresse courriel de la personne à contacter au sein de l'entreprise d'installation d'entreposage ou de reconditionnement ;  
 7° Nom et prénom, le téléphone et l'adresse courriel de la personne à contacter auprès de l'entreprise de transports après entreposage et reconditionnement du déchet ;  
 8° La raison sociale des entreprises individuelles des déclarants au bordereau lorsqu'elle comporte un nom et un prénom ;  
 9° toute adresse, lorsqu'elle se rapporte à l'une des données mentionnées aux points précédents.  
 II. Les données à caractère personnel enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1er pour s'y authentifier afin d'émettre des bordereaux électroniques sont les suivantes : Nom, prénom, fonction, adresse de messagerie électronique, numéro de téléphone de l'utilisateur déclarant les informations au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.

#### Constats :

L'équipe d'inspection constate que l'exploitant est inscrit sur Trackdéchets et que des mouvements de déchets sont enregistrés (3,56 tonnes de déchets dangereux entrants et 25,16 tonnes de déchets dangereux sortants du 01/01/2025 au 25/09/2025).

Les déchets dangereux acceptés sont des antennes de code déchet 20 01 35\*.

Les déchets dangereux évacués sont :

- des eaux hydrocarbonées issues du séparateur d'hydrocarbures, de code déchet 16 07 08\* (BSD n°BSD-20250415-YRWWTBDKP créé le 15/04/2025) ;
- des déchets solides provenant de dessableurs et séparateurs eau / hydrocarbures de code déchet 13 05 01\* (BSD n°BSD-20250519-FXBMFNSWK créé le 19/05/2025) ;
- des batteries de code déchet 16 06 01\* (BSD n°BSD-20250625-4Z6V7EKRK créé le 25/06/2025).

L'équipe d'inspection contrôle par sondage les BSD n°BSD-20250519-FXBMFNSWK et n°BSD-20250625-4Z6V7EKRK.

Elle constate que les bordereaux ont été remplis conformément aux exigences applicables et qu'ils sont répertoriés comme « traités » dans Trackdéchets.

L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Emplacements des déchets métalliques et électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emplacements des déchets métalliques et électriques

**Prescription contrôlée :**

La hauteur de stockage des métaux ferreux et non ferreux, ainsi que des déchets électriques et

électroniques, ne dépasse pas 2 mètres.

S'il est découvert des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel, sans délai, aux services compétents (service de déminage, service de munition, gendarmerie...).

Les aires de stockage des métaux ferreux et non ferreux, ainsi que des déchets électriques et électroniques, sont étanches.

Des dispositions sont prises pour recueillir les eaux incendie, les hydrocarbures ou autres liquides ayant été en contact avec les déchets de métaux récupérés ou en attente de départ.

Les eaux incendie et les eaux pluviales ne peuvent rejoindre le réseau communal que si elles satisfont aux conditions de l'article 3.1.6.3. Si elles ne présentent pas la qualité exigée à l'article 3.1.6.3, elles sont éliminées comme des déchets dans un établissement autorisé. Les hydrocarbures et autres liquides sont éliminés dans des établissements également autorisés. Un marquage au sol délimite les zones de stockage afin de permettre une circulation aisée entre les tas. La largeur des passages ne peut être inférieure à 2 mètres. Les issues des bâtiments sont toujours maintenues libres de tout encombrement.

### Constats :

L'équipe d'inspection constate sur site :

- au milieu du site : quatre alvéoles permettant la séparation des déchets d'équipements électriques et électroniques, de la petite ferraille, du platin et des déchets non dangereux (bois notamment) ;
- à l'arrière du site : plusieurs tas de déchets de métaux de différents types triés et séparés, des tas et une benne de câbles. Certains de ces tas s'élèvent à 5 ou 6 mètres de haut, d'après les constats de l'équipe d'inspection. Par ailleurs, sur cette limite du site, des barrières temporaires de faible hauteur ont été placées par l'exploitant, dans l'attente de l'élévation de murs ;
- à proximité de ces tas : un abri sous lequel se trouve une cuve de GNR d'une capacité de 1000 L destinée au ravitaillement des engins placée sur rétention ;
- sous le hangar : une grenailleuse utilisée pour le broyage du cuivre, une benne de carton, un broyeur hors-service, une benne de batteries pleine, un stock d'unités centrales, un stock d'huile propre et d'Adblue sur rétention pour les engins ;
- au sous-sol du bâtiment : des bacs de métal trié, de circuits imprimés et cartes électroniques, de câbles, de néons usagés, d'unités centrales mises au rebut ;
- que l'ensemble du site est sur dalle. Cependant cette dalle semble fracturée ou abîmée par endroits, et son étanchéité n'est pas certaine. Par ailleurs, certaines alvéoles de stockage semblent en contrebas de la dalle, et les stocks de déchets présents ne permettent pas de voir si le sol y est effectivement protégé ou s'ils sont à même la terre ;
- que, suite aux récentes intempéries, de l'eau stagne sur le site et dans certaines alvéoles. Les larges flaques d'eau suggèrent que les écoulements et le drainage des eaux ne se font pas correctement vers le réseau canalisé. La qualité des effluents aqueux est abordée dans la fiche d'inspection n°5 ;
- l'absence de marquage au sol délimitant les zones de stockage hors alvéoles. Cependant l'équipe d'inspection ne constate pas d'obstruction particulière des chemins de circulation des engins, ni des accès au bâtiment et au site.

L'exploitant indique par ailleurs :

- que des murs insonorisés vont prochainement être montés en limite Nord du site (côté entrepôt IMPLUS) ;
- ne jamais avoir repéré d'objets suspects ou de lots présumés d'origine dangereuse dans les déchets apportés.

**Non-conformité n°20250925-MED-03 :** L'exploitant ne respecte pas les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation en matière de hauteur de stockage, d'étanchéité des aires de stockage,

de collecte des eaux susceptibles d'être polluées, et de marquage au sol.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet des Yvelines de mettre l'exploitant en demeure de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- respecter la hauteur de stockage de 2 mètres pour l'ensemble des stocks de déchets sur site, sous un délai d'un mois ;</li> <li>- proposer un échéancier de mise en oeuvre de la réfection de la dalle du site, sous un délai d'un mois ;</li> <li>- en tout état de cause, avoir procédé à la réfection de la dalle du site, en prêtant attention à favoriser l'écoulement des eaux susceptibles d'être polluées vers le réseau canalisé et réalisation du marquage au sol conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, sous un délai de 8 mois.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Qualité des effluents rejetés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 3.I.6.1., 3.I.6.2 et 3.I.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u><b>Article 3.I.6.1: Traitement des effluents:</b></u> Les installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des seuils réglementaires prévus par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de façon à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, concentration...) y compris en période de démarrage ou d'arrêt des installations.  [...]  <u><b>Article 3.I.6.2: Conditions générales:</b></u> Le rejet du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Température &lt; 30°C*</li> <li>- pH: compris entre 6,5 et 8,5</li> <li>- Couleur: modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l,</li> <li>- exempt de matières flottantes,</li> <li>- ne pas dégrader les réseaux d'égouts,</li> <li>- ne pas dégager de produits toxiques ou inflammables dans ces égouts éventuellement par mélange avec d'autres effluents.</li> </ul> <u><b>Article 3.I.6.3.: Conditions particulières de rejet:</b></u> L'exploitant est tenu de respecter, après traitement sur le séparateur à hydrocarbures, et avant

tout mélange avec tout autre effluent, les valeurs limites en concentration ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance de l'effluent ci-dessous définies.

L'exploitant fait effectuer sur un échantillon représentatif, au moins une fois par an par un laboratoire agréé, des analyses portant sur les paramètres suivants:

Référence du rejet: Eaux pluviales polluées (Epp):

Paramètres	Concentration maximale en mg/L
DCO	125
MEST	100
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux (Al + Cu + Zn + Fe + Pb)	10

**Constats :**

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection :

- les factures n°240100651 et 250500885 respectivement établies par la société SARP Île-de-France les 25/01/2024 et 21/06/2025 pour :

- le pompage, le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures et sa remise en eau avec les eaux décantées non hydrocarburées ;
- le contrôle du bon fonctionnement du flotteur ;
- l'acheminement des résidus pompés en centre de traitement agréé ;
- le traitement des résidus hydrocarburés.

- les bordereaux de suivi de déchets suivants :

- n°BSD-20240110-Y74PE75XR annexé au bordereau de tournée dédiée n°BSD-20240109-0P9MAJRRZ ;
- n°BSD-20250519-FXBMFNSWK annexé au bordereau de tournée dédiée n°BSD-20250519-1XJVG49TY ;

- les résultats d'analyses d'eaux pluviales établis par la société WESSLING dans les rapports d'essai

suivants :

- rapport d'essai n°UPA23-009206-1 du 07/03/2023 (date de prélèvement : 28/02/2023) ;
- rapport d'essai n°UPA24-013960-1 du 02/04/2024 (date de prélèvement : 20/03/2024).

L'exploitant n'est cependant pas en mesure de présenter de résultats d'analyses pour l'année 2025.

L'équipe d'inspection constate cependant que :

- les rapports ne mentionnent pas de mesure de la couleur en tant que telle, uniquement une appréciation qualitative ;
- le paramètre « Indice hydrocarbures » (code SANDRE : 7007) est mesuré en lieu et place du paramètre « Hydrocarbures totaux » (code SANDRE : 7009) prescrit par arrêté ;
- que les valeurs limites d'émission sont respectées pour les paramètres suivants : DCO, MEST, somme des métaux totaux.

**Non-conformité n°2025-NC-04 :** L'exploitant n'a pas fait réaliser d'analyses de ses effluents aqueux en 2025 et les analyses ne portent pas sur l'ensemble des paramètres prescrits dans son arrêté préfectoral d'autorisation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire réaliser un prélèvement et une analyse de ses effluents aqueux sous un délai d'un mois, en s'assurant que ces analyses portent sur l'ensemble des paramètres prescrits par son arrêté préfectoral d'autorisation (notamment couleur et hydrocarbures totaux).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Stockage d'oxygène**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9

**Thème(s) :** Situation administrative, Stockage d'oxygène

**Prescription contrôlée :**

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Extrait de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement:**

4725. Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).



La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
1. Supérieure ou égale à 200 t	(A-2)
2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	(D)

#### Constats :

L'équipe d'inspection constate sur site la présence de deux cadres de 16 bouteilles d'oxygène chacun, soit 1,55 tonnes d'oxygène par cadre, soit un total de 3,1 tonnes d'oxygène au total. Cette quantité est supérieure au seuil du régime de la déclaration ICPE (2 tonnes), mais inférieure au seuil du régime de l'autorisation ICPE (200 tonnes).

L'exploitant indique que cet oxygène est utilisé pour la découpe du métal.

L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées un dossier de porter-à-connaissance daté mai 2025, dans lequel il ne sollicite pas l'exploitation de ce stockage d'oxygène et n'identifie pas le classement ICPE de celui-ci.

**Non-conformité n°2025-NC-05:** L'exploitant exploite un stockage d'oxygène sans en avoir fait la déclaration conformément aux dispositions applicables.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter, sous un délai d'un mois, son dossier de porter-à-connaissance de mai 2025 en sollicitant l'exploitation de son stockage d'oxygène soumis au régime de la déclaration ICPE, et en identifiant les éventuels risques liés à ce stockage, du fait de sa connexité et / ou de sa proximité avec les autres ICPE exploitées sur le site.

A noter que, pour une installation soumise au régime de la déclaration exploitée sur le périmètre d'un site comprenant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation, il convient bien de transmettre un dossier de porter-à-connaissance, et non d'utiliser la téléprocédure ICPE réservée aux installations relevant uniquement du régime de la déclaration.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois